

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/550

5 décembre 2003

(03-6462)

Conseil général  
15, 16 et 18 décembre 2003

Original: espagnol

## CUBA – ARTICLE XV:6 DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

### Rapport présenté par le gouvernement cubain au titre de la Décision du 20 décembre 2001<sup>1</sup>

La Mission permanente de Cuba a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 décembre 2003.

1. Conformément aux dispositions de l'article IX:4 de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la République de Cuba présente son deuxième rapport annuel concernant la prorogation, accordée le 20 décembre 2001, de la dérogation aux dispositions de l'article XV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, approuvée le 14 octobre 1996 (document WT/L/182).

2. À cet égard, le gouvernement cubain souhaite indiquer qu'en 2002 des mesures intérieures ont été appliquées qui ont renforcé le régime de change en vigueur. Ces mesures ont consisté en l'introduction du peso convertible comme unique moyen de paiement pour libeller et exécuter les transactions entre "entités cubaines"<sup>2</sup> en dollars des États-Unis ou dans d'autres monnaies étrangères sur le territoire national.

3. Cette décision permet de renforcer la position des banques cubaines et d'augmenter les réserves bancaires, ce qui améliore la capacité de paiement du pays.

4. La mesure n'a pas eu de répercussions négatives pour les autres Membres de l'OMC, comme en témoigne la compréhension dont ont fait preuve nos principaux partenaires commerciaux et financiers. Il n'y a pas eu non plus de plaintes de la part des investisseurs étrangers ayant des intérêts dans notre pays, ce qui prouve que cette mesure ne va pas à l'encontre des principes et objectifs de l'Accord général.

5. L'économie cubaine a continué de se développer à un rythme modéré malgré les effets négatifs du blocus économique, commercial et financier que les États-Unis d'Amérique imposent depuis plus de 40 ans et qui a coûté quelque 126 milliards de dollars, y compris les dommages directs causés par les opérations de sabotage et les actions terroristes, blocus qui a été dénoncé récemment à

---

<sup>1</sup> WT/L/440.

<sup>2</sup> L'expression "entités cubaines" comprend les entreprises d'État, les sociétés commerciales à capital entièrement cubain, les unités inscrites au budget et toute autre entité cubaine qui effectue des opérations en monnaie étrangère, à l'exception seulement de celles créées en vertu de la Loi sur l'investissement étranger (Loi n° 77 du 5 septembre 1995) ou d'autres qui sont expressément autorisées par la Banque centrale de Cuba.

une écrasante majorité lors du vote de l'Assemblée générale des Nations Unies de novembre dernier (179 voix en faveur de la levée du blocus, trois contre et deux abstentions).

6. Par conséquent, nous confirmons les conditions particulières qui justifient la prorogation de la dérogation accordée à Cuba en décembre 2001 ainsi que l'engagement que nous avons pris de nous conformer aux principes énoncés dans l'Accord général.

---